

M. Bouteflika, merci d'aider Taubira à vider nos prisons... en rapatriant vos délinquants

A Monsieur Abdelaziz Bouteflika, Président de la république démocratique algérienne

Permettez à une sexagénaire française de vous féliciter pour votre intervention rapide et musclée sur le site gazier d'In Amenas il y a quelques semaines – et bientôt quelques mois. Certes, on a déploré la mort d'otages mais les protestations de quelques Etats n'ont pas empêché la majorité des autres d'applaudir à cette magistrale démonstration de votre autorité.

Quelle belle leçon vous avez donnée à la France ! Une leçon de bon sens et de courage dont elle devrait s'inspirer pour débarrasser de l'Hexagone la racaille évoquée par l'ancien Président Nicolas Sarkozy lors d'une déclaration qui a soulevé une tempête de protestations.

Vous me permettez une parenthèse : en déclarant qu'il fallait se débarrasser de la racaille, Nicolas Sarkozy a plagié Karl Marx sans citer ses sources. C'est une inexcusable omission.

Je cite :

« Le Lumpenprolétariat – cette lie d'individus déchus de toutes les classes qui a son quartier général dans les grandes villes – est, de tous les alliés possible, le pire.

« Cette racaille est parfaitement vénale et tout à fait importune. Lorsque les ouvriers français portèrent sur les maisons, pendant les révolutions, l'inscription 'mort aux voleurs' , et qu'ils en fusillèrent même certains, ce

n'était certes pas par enthousiasme pour la propriété, mais bien avec la conscience qu'il fallait avant tout se débarrasser de cette engeance. Tout chef ouvrier qui emploie cette racaille comme garde ou s'appuie sur elle, démontre par là qu'il n'est qu'un traître »

Karl Marx

La social-démocratie allemande

Reste, Monsieur le Président, que ces individus qui pourrissent la société française en commettant toutes sortes d'exactions plus abominables les unes que les autres ainsi que le révèle le livre très documenté, récemment paru, de Laurent Obertone «La France, Orange mécanique », ces gens qui se livrent à tous les trafics – drogue, armes – contraignent leurs soeurs à se voiler, mutilent, violent, assassinent, défigurent, caillassent, arrachent les yeux d'une épouse soupçonnée d'adultère, menacent et insultent au quotidien d'honnêtes citoyens, brûlent des voitures par centaines pour célébrer le Nouvel An, arrêtent des TGV « pour rigoler », tabassent des médecins dans les hôpitaux au prétexte que leur épouse ne saurait être soignée par un homme, ces gens, j'ai le regret de vous le dire, sont majoritairement issus de qu'on appelle pudiquement la diversité .

Le temps est venu d'appeler un chat un chat.

Pas plus tard que ce matin, jeudi 21 février 2013, l'auteur de « La France, Orange mécanique », s'exprimait sur France Inter.

Peut-être n'avez-vous pas écouté France-Inter.

Laurent Obertone, très sûr de lui, y présentait son livre. Mohamed Douhane, commandant de police et secrétaire national du syndicat Synergie-officiers, d'origine algérienne, appuyait les dires de l'auteur que d'aucuns s'évertuaient sinon à faire

taire, du moins à interrompre : il a déclaré qu'il suffisait de consulter les registres des interpellations pour se convaincre, au vu des patronymes, que la police avait affaire à une fidèle clientèle maghrébine.

Ce n'est un secret pour personne que, des trois pays du Maghreb, l'Algérie est celui qui nous vaut le plus grand nombre d'entrées sur le territoire français, dans plus de 70 pour cent des cas pour « raisons familiales ».

Cette appellation englobe les Algériens accueillis au titre du regroupement familial, mais aussi ceux et celles qui partent se marier « au bled » avant de regagner les comforts de l'Hexagone en attendant la naturalisation du conjoint par ce détestable et méprisable pays qu'est la France (naturalisation au terme d'un an de mariage seulement pour les Maghrébins contre quatre ans pour les autres nationalités).

Par le passé, nombre de vos compatriotes sont venus chez nous pour y travailler. Ils ont été rejoints par femme(s) et enfants dès que la législation française le leur a permis. La plupart des enfants issus de cette immigration de travail ont grandi normalement et se sont, heureusement, fondus dans la nation française, cette nation qui s'est forgée en assimilant des vagues successives d'immigrés sans que jamais ce qui est constitutif de sa richesse et de sa culture ne soit mis en cause, combattu, bafoué, comme c'est le cas aujourd'hui.

Mais voilà que pour diverses raisons dont, hélas, une haine et un mépris de la France instillés par des esprits revanchards n'est pas la moindre, une frange de ces jeunes Français – et d'autres qui ont traversé la Méditerranée pour trouver chez nous un confort auquel ils ne pourraient prétendre dans leur propre pays – se conduisent en hors-la-loi, transformant des quartiers entiers en zones de non-droit et en supermarchés de la drogue, rackettant et violentant leurs habitants, violant des femmes dans les transports en commun, insultant les « faces de craie », les menaçant de mort dans le meilleur des

cas et, dans les pires scénarios devenus, hélas, monnaie courante, n'hésitant pas à les assassiner pour un regard trop soutenu ou le refus d'une cigarette, tous motifs dont je vous laisse juge du bien-fondé.

Ce matin encore, jeudi 21 février 2013, les médias déplorent la mort de deux policiers de 40 et 32 ans. Deux policiers de la BAC qui ont eu la mauvaise idée de faire leur travail en coursant une voiture roulant à tombeau ouvert – le tombeau ne sera pas pour les criminels – sur le périphérique parisien entre la Porte de Clignancourt et la Porte de la Chapelle. Un troisième policier, âgé de 53 ans, est entre la vie et la mort. Conducteur et passager ivres, le premier récidiviste, déjà condamné à plusieurs reprises pour conduite en état d'ivresse, détention de stupéfiants et conduite sans permis... Peut-être s'agit-il de délinquants français de souche, ou encore d'origine européenne ou sub-sahélienne. A ce stade, les médias étant aux ordres, nous n'en savons pas plus. Mais le périphérique nord est un lieu très fréquenté par les habitants des banlieues qu'il dessert, (le neuf-trois par exemple) ce qui, vous en conviendrez, laisse libre cours à l'imagination. Reste que nous n'aurions pas à nous poser la question si la rubrique des faits divers variés, innommables et insupportables n'était pas régulièrement alimentée par des individus d'une certaine diversité.

Monsieur le Président, vous n'ignorez pas que la France s'interdit, contrairement à d'autres pays d'Europe, de publier certaines statistiques. Mais elle n'interdit pas aux médias de citer les noms des auteurs de trouble, ni aux policiers dont c'est le travail d'inscrire dans leurs registres les nom et prénom(s) des personnes qu'ils interpellent.

Rassurez-vous : nos journalistes n'abusent pas de ce genre de publicité : ils ont ordre de ne pas alimenter un sentiment xénophobe qui gagne lentement mais sûrement du terrain chez nos compatriotes. Car ces noms ne laissent malheureusement planer aucune doute sur l'origine de ceux qui représentent

aujourd'hui la majorité de notre population carcérale.

Ces délinquants et criminels, le plus souvent français (en 2010, la population carcérale était à 82 pour cent française) jouissent pour certains de la double nationalité.

Or je suis d'avis, comme beaucoup de mes sages compatriotes, que cette double appartenance que j'approuve lorsqu'elle concerne des ressortissants de pays européens regroupés sous une même bannière étoilée, n'a pas lieu d'être dans les autres cas. Je dirais même que, s'agissant de l'Algérie et de la France, eu égard à un passé commun dont vous avez choisi de ne voir délibérément que le passif comme l'a prouvé votre récente demande de repentance, la double nationalité ne peut qu'entretenir une regrettable schizophrénie dans de jeunes – et moins jeunes – cerveaux déjà largement conditionnés par le milieu familial.

J'en veux pour preuve l'élection de François Hollande à la présidence de la République et le spectacle pour le moins insolite, s'agissant de la nation française, d'une Place de la Bastille où flottaient des centaines – restons modestes – de drapeaux algériens, mais peu de drapeaux bleu-blanc-rouge.

J'en viens au fait : votre pays, Monsieur le Président de la république démocratique algérienne, est assis sur un tas d'or. Il regorge de richesses qui, équitablement réparties, feraient des quelque 38 millions d'Algériens les habitants les plus riches ou presque du Bassin méditerranéen.

C'est pourquoi je vous prie instamment – et je pense que de nombreuses voix se joindront à la mienne – de bien vouloir aider la France à vider ses prisons.

Aidez-nous en donnant asile à une population qui revendique fièrement son appartenance à votre nation, une population qui crache sur la France et les Français – entendez « Français de souche » – et dont une grande majorité de mes compatriotes, de souche mais aussi naturalisés et fiers de l'être, voudrait

être définitivement débarrassée.

La France, à l'instar d'autres pays occidentaux, traverse une crise sans précédent qui exacerbe le ressentiment des uns et des autres. Le comportement de ces gens issus de l'immigration et/ou étrangers – tant par le passeport qu'à nos us et coutumes – nous est devenu intolérable.

Pourtant, mon pays bien-aimé continue d'ouvrir ses frontières à vos ressortissants. Mieux encore, il encourage leur installation en leur octroyant de multiples aides et en leur accordant des droits qui sont refusés à bon nombre de Français modestes .

J'en veux pour preuve le minimum vieillesse – 788 euros mensuels, autant dire un pactole si j'en crois le salaire moyen en Algérie – accordé depuis des années sans discernement à tout étranger de 65 ans après un séjour de trois mois en France, quand bien même il n'y aurait jamais travaillé et, partant, cotisé pour sa retraite.

Il est vrai que les conditions d'attribution de ce minimum vieillesse à des gens qui ne le méritent aucunement sont devenues plus restrictives (obligation d'une durée minimum de séjour de cinq ans), le sujet ayant été porté sur la place publique par certains médias. L'injustice n'en persiste pas moins.

Et cet avantage indu laisse pantois les petits retraités non-salariés de France qui ont travaillé toute une vie pour percevoir une retraite parfois bien inférieure et qui se sentent insultés par une telle mesure.

Une confrontation entre vos compatriotes bénéficiaires de ce minimum vieillesse et les agriculteurs bien français connus pour travailler sept jours sur sept, douze mois sur douze, pourrait s'avérer très intéressante. Elle opposerait des nantis – vos compatriotes – à des Français qui perçoivent une retraite de misère. Mais elle n'est pas à souhaiter car le

sang risquerait de couler.

Vos compatriotes, Monsieur le Président, sont très souvent plus au fait que les miens des largesses que l'Etat français prodigue dans le cadre de sa dispendieuse politique sociale. Le regroupement familial leur ouvre nombre de droits dont ils sont parfaitement informés et qu'ils ne manquent jamais de revendiquer.

C'est pourquoi, dans un esprit d'équité et en vertu des nombreux pouvoirs que vous confère votre fonction, je vous prie de bien vouloir ouvrir vos frontières à ces quelques milliers de mauvais Français en possession d'un passeport algérien, ainsi qu'à ces immigrants algériens qui font honte à la majorité de leurs compatriotes en se conduisant si mal. Ces gens n'ont rien à faire chez nous si ce n'est propager la peur et pourrir la vie de millions de Français et de paisibles travailleurs étrangers.

Après tout, ces enfants nés en France pour la plupart, mais qui sont, à les entendre, musulmans et algériens avant d'être français, sont un peu les vôtres.

Le ressentiment que vous et vos amis n'avez cessé de manifester à l'encontre de la France et des Français, et qui a imprégné l'esprit des parents de ces jeunes issus de l'immigration, est en grande partie responsable de la mauvaise éducation qu'ils ont donnée à leur progéniture :

- absentéisme scolaire, avec leur permission et leur bénédiction ;
- refus de se voir enseigner des pages de notre Histoire au motif qu'elles contreviennent à leur culture et aux préceptes de leur religion, et violences sur les professeurs qui refusent de se plier à leurs exigences ;
- incitation à la haine xénophobe et raciale contre les Français ;

– incitation à refuser les lois de la République française en perpétuant, dans l’environnement familial, les us et coutumes du pays d’origine au détriment des règles, us et coutumes de la société française.

Et j’en passe. Reste que tout cela nous vaut de devoir supporter au quotidien, sur notre sol de France, le terrorisme – je pèse mes mots – d’une minorité très agissante.

Vous avez beaucoup de ressentiment à l’encontre de la France mais vous vous gardez bien de parler de ce qu’elle vous a laissé dans la corbeille du divorce France-Algérie. J’en ferai l’inventaire dans un prochain article. Un inventaire chiffré qu’il vous sera difficile de contester et que vous pourriez présenter à tous ces jeunes Français d’origine maghrébine, mais aussi à vos compatriotes d’Algérie qui ont subi un lavage de cerveau.

Ne me faites surtout pas passer pour ce que je ne suis pas : une femme d’extrême-droite, une nostalgique de l’Algérie française. La France n’avait rien à faire en Algérie.

Mais je ne veux pas davantage d’une France algérienne, surtout lorsque les milliards investis pour l’insertion-assimilation-intégration des immigrés et de leurs enfants n’ont pas suffi pour qu’ils se fondent sans vagues – dois-je dire sans tsunami – dans le creuset de la nation française.

Car mon pays a beaucoup donné à ces banlieues montrées du doigt. Les bien-pensants vous diront le contraire, qui abonderont dans le contresens de la repentance et de la culpabilité du colonisateur. Pour vous plaire sans doute. Pour vous flatter l’échine.

Les chiffres sont là. Si vous en doutiez, je vous recommande la lecture des livres de Malika Sorel – française d’origine algérienne. Entre parenthèses, une femme née musulmane et qui a épousé un Français – cela fait sûrement désordre dans votre conception démocratiquement musulmane du monde – mais une

femme remarquable, au-dessus de tout soupçon. Une grande dame intègre et courageuse qui a tiré la sonnette d'alarme mais que personne n'a voulu entendre. Malika Sorel a prêché dans le désert du paysage politique français. Peut-être l'entendrez-vous mieux de votre côté de la Méditerranée et cela vous incitera-t-il à mettre un bémol à vos diatribes, marchandages culpabilisants, et à vos incessantes revendications de repentance.

La France n'est coupable de rien. Elle assume son Histoire. Et comme des millions de mes compatriotes, je suis fière d'être Française. Je n'ai pas honte de mon pays, mais j'ai honte pour ceux de ses jeunes enfants qui le bafouent, le trahissent et le défigurent.

Sachez, en tout cas, que nous sommes des millions – et de plus en plus nombreux – de ce côté-ci de la Méditerranée, à en avoir soupé de nourrir aux frais du contribuable les dizaines de milliers de criminels en tout genre qui peuplent nos prisons : 62 000 en 2010, dont plus de la moitié sont maghrébins ou français d'origine maghrébine.

La France est exaspérée. Les Français sont un peuple très imprévisible, comme l'a montré son histoire. Il serait regrettable d'en arriver à ce que de braves citoyens se regroupent et se fassent justice puisque ceux qui nous gouvernent ont baissé les bras pour des raisons que nous ignorons. Ou que nous préférons ignorer.

Vous avez su, en Algérie, éradiquer le terrorisme qui a sévi dans les années 90. Vous venez de prouver votre poigne et votre détermination sans faille en donnant l'assaut aux criminels d'In Amenas.

Devant l'incurie de nos politiques qui combattent l'islamisme au Mali mais laissent proliférer sur le territoire français une racaille de plus en plus violente, sans parler de certains prédicateurs venus pour jeter de l'huile sur le feu

au nom d'une religion dont les textes sacrés exhortent à la violence, je ne vois que vous, Monsieur le Président, pour nous aider à nous en défaire.

Je m'adresse prioritairement à vous, en votre qualité de Président de la république algérienne car les liens étroits et indéfectibles qui se sont tissés entre nos deux pays depuis l'indépendance de l'Algérie par le biais d'une immigration de travail, puis de peuplement, m'y autorisent.

Grâce à votre aide et à celle de vos voisins du Maghreb – et du Sahel – nous n'aurons pas besoin de construire de nouvelles prisons : nous viderons en grande partie celles dont certains de vos compatriotes et de nos enfants d'origine algérienne ou maghrébine ont fait leur résidence secondaire.

Mais surtout, nous respirerons librement dans notre patrie bien-aimée, cette France éprise de liberté, d'égalité et de fraternité, dont nous sommes fiers et entendons le rester.

Eve Sauvagère